

Dans ce numéro

La fille de Martin Tridon

Jean Jacques Carouge, capitaine de navire



Photo : Église Dannemoine
Cliché R. T.

Revue DE LA SOCIÉTÉ
GENÉALOGIQUE.
DE L'YONNE

Supplément de la revue bourguignonne
« Nos Ancêtres et Nous »

Editorial

Le 2 juin 2013, à Marseille, M. Etienne Meunier s'est vu remettre le Prix littéraire de la Fédération Française de Généalogie, pour son ouvrage : *Recueil de trente-deux monographies de familles apparues au sein du patriciat de Sens entre 1146 et 1389*, publié par notre association dans la collection « Recherches et travaux généalogiques » des Cahiers généalogiques de l'Yonne, en octobre 2008.

Dans ce livre de 206 pages répondant à tous les critères d'attribution – littéraires et généalogiques – du prix fédéral, « *Les amateurs de généalogie trouveront de quoi rêver sur la profondeur de leurs racines* » souligne l'auteur. Ce recueil conduit en effet le lecteur au seuil du XII^e siècle, les tous premiers individus cités étant nés sous le règne de Louis VI le Gros.

L'attribution de ce prix nous réjouit, mais, passé l'instant de légitime satisfaction à l'annonce du résultat, nous nous sentons confortés dans tous les choix que le CA de la SGY tente de concrétiser pour notre association : l'état civil largement défriché, il convient de proposer aux généalogistes des horizons plus lointains. Etienne Meunier est un de ceux qui, depuis longtemps, s'évertue à prolonger la recherche généalogique vers des époques *a priori* inaccessibles ; peu à peu, il s'est tissé des méthodes de travail qui lui permettent maintenant des synthèses sidérantes.

La présentation 2013 de l'association propose (page 6) une rubrique « *Outils pour paléogénéalogie dans l'Yonne* » dans laquelle sont recensées toutes les publications de la SGY qui permettent de travailler aux limites du connu. Les derniers numéros des *Cahiers généalogiques de l'Yonne* (le XIX, consacré aux *familles de chevaliers du sénonais* et, partiellement, le XX, avec un censier d'Auxerre et un rôle des tailles du XV^e siècle) ont été conçus dans cet esprit.

Il est vrai que pour ces époques, nos méthodes de travail doivent encore être affinées ; le matériel de recherche doit être organisé avec soin ; des documents doivent être décryptés avec patience et une abnégation indéfectibles. Toutes ces activités nécessitent la coopération de tous et invitent chacun à participer au travail associatif commun.

Société Généalogique de l'Yonne

27/4 place Corot

89000 – AUXERRE

☎ 03.86.46.90.60 (répondeur et fax)

<http://www.sgyonne.org>

syg.secretariat@wanadoo.fr

Vos représentants : Président : Robert Timon – Vice-présidents : Pierre Le Clercq, Corinne Knockaert (relations avec les cercles limitrophes), Jacqueline Hahne (relations avec l'UGB).

Secrétaire générale : Dominique Baillot. Secrétaire générale adjointe : Elisabeth Decuyper.

Trésoriers : Jean-Robert Blot (antenne *tonnerroise*), Sylvie Lajon (trésorière adjointe, tables de mariages et antenne *sénonaise*),

Conseillers : Jean-Michel Bellanger, Françoise Botte, Michel Denis, Coralie Desvaux, Claude Laforest, Jean Paoletta (antenne *Chemins de Saint-Edme*), Marc Pautet (antenne de *Quarré-les-Tombes et Avallon*), Jacques Poussard (antenne *entre Yonne et Cure*), Roger Vico (antenne *Entre-Tholon-et-Armançon*).

Nos-Ancêtres-et-Nous ; 115 rue des Cordiers 71000 – Macon

Directeur de la publication Françoise Gonon ; rédaction : comité piloté par Françoise Labonde et Jacqueline Hahne

Rédactions régionales : Côte d'Or : CGCO & GERCO

Yonne : SGY, supplément *Généa-89*, directeur de la publication Robert Timon.

La fille de Martin TRIDON : Catherine Adèle TRIDON

Par Françoise BOTTE

Depuis la découverte de sa naissance le 18 vendémiaire an X (10 octobre 1801) à Chablis (Voir Génée-89 numéro 119), je n'avais trouvé aucun renseignement sur elle : pas de décès en bas-âge (je pouvais donc supposer qu'elle avait survécu) mais pas de mariage non plus.

Le hasard a fait que, consultant les recensements de Dyé¹, j'ai découvert dans celui de 1836, la trace de cette femme. Certes les renseignements sont succincts :

« Jacques TRIBOUILLARD, tisserand, 26 ans, sa femme Adèle² TRIDON, 37 ans et leur fille Clémentine 30 mois » mais ils sont néanmoins suffisants pour relancer ma recherche dans cette commune. Je sais maintenant que la fille de Martin TRIDON a, non seulement atteint l'âge adulte, mais aussi qu'elle s'est mariée et a eu au moins un enfant.

Elle a donc épousé Jacques TRIBOUILLARD, né à Dyé le 28 mars 1811, fils naturel de Marie Jeanne TRIBOUILLARD.

Le couple TRIBOUILLARD-TRIDON a eu comme enfants :

- **Clémentine Angélique** TRIBOUILLARD, née à Dyé le 21 novembre 1833,

- **Béate** TRIBOUILLARD, née à Dyé le 24 janvier 1835 et morte au même lieu le 29 suivant,

- **Marie Catherine** TRIBOUILLARD, née à Dyé le 6 décembre 1835, morte le 9 suivant au même lieu.

Puis, après ces actes, je ne trouve plus trace de la famille dans cette commune. C'est à nouveau le hasard, au travers du signalement que me fait un généalogiste, qui me permet de retrouver les traces de la fille de Martin TRIDON.

C'est l'acte de décès d'une Catherine Adèle TRIDON, en date du 27 mars 1838³. Elle a donné naissance, quelques jours plus tôt, à une fille prénommée Hortense⁴. Curieusement, lors de la naissance de ce bébé, puis lors du décès de la mère, le

père est appelé Jacques BEAU⁵. Mais, un jugement du tribunal de première instance de Tonnerre, en date du 16 mai 1855, stipule, en marge de l'acte de décès de Catherine Adèle TRIDON, qu'il y a lieu de rectifier celui-ci, dans le sens où son mari y serait dénoncé comme Jacques BEAU au lieu de Jacques TRIBOUILLARD.

En 1843, je retrouve ce dernier qui vit à Tonnerre, en concubinage avec Louise Eugénie MEUNIER, de laquelle il aura une fille, Louise, née en cette ville, le 13 septembre 1843. Il épouse sa concubine le 28 mai 1855, alors que l'enfant est née 12 ans plus tôt mais seulement deux semaines après le rectificatif de l'acte de décès de Catherine Adèle TRIDON : c'est donc ce remariage qui a généré la correction de l'acte de décès.

Tout comme son père, Catherine Adèle a une vie remplie de mystère et de complications. Pourquoi la famille s'implante-t-elle à Saint-Vinnemer, de l'autre côté de Tonnerre par rapport à Dyé, pratique très peu courante, à cette époque, pour les habitants du canton de Flogny ? Et pourquoi son mari se déclare-t-il sous un faux nom ? Ennuis avec la justice ? Que sont devenues la petite Hortense née à Saint-Vinnemer, et Clémentine Angélique, née à Dyé ? Martin TRIDON a-t-il eu de la descendance par ces deux petites-filles ?

Pour l'instant, ces interrogations demeurent mais, peut-être que le hasard, ou un généalogiste coopératif, me permettra de répondre à ces interrogations.

Je remercie Vincent FERRY pour le partage de ses recherches sur Dyé et Carisey, au sujet d'Adèle TRIDON et Alain POUPON, pour le même service, sur la commune de Saint-Vinnemer.

¹ Site <http://archivesenligne.yonne-archives.fr/> : état nominatif des habitants 1836 de Dyé.

² Ayant fait un relevé systématique sur tous les porteurs du patronyme TRIDON que je trouvais au cours de mes recherches, et j'en ai plusieurs centaines, seuls deux portent le prénom d'Adèle dont une née en 1876 qui se trouve, de ce fait éliminée d'office, l'autre étant la fille de Martin. Il ne fait donc aucun doute pour moi, que celle figurant dans le recensement de Dyé est la bonne, d'autant que l'âge correspond également.

³ Page 156 du registre de Saint-Vinnemer (5 Mi 837/9) sur le site <http://archivesenligne.yonne-archives.fr/>

⁴ Hortense BEAU, née à Saint-Vinnemer le 23 mars 1838, fille de Jacques BEAU, boucher, 29 ans et de Catherine Adèle TRIDON, 39 ans. La déclaration de cette naissance, faite par le père, a lieu en présence de Claude ROZE, cordier (comme Martin TRIDON : un hasard ?), 54 ans et Charles ROZE, manouvrier, 23 ans, tous deux demeurant à Saint-Vinnemer. S'ils signent l'acte, le père ne sait pas le faire.

⁵ Faut-il voir un lien entre le choix de ce patronyme et celui de la matrone de Chablis, Marie THOMAS, veuve BEAU, qui a mis au monde certains enfants de Martin TRIDON et Marie-Jeanne NAUDET ? C'est peut-être simplement un hasard, le patronyme BEAU étant très courant, mais la question vaut d'être posée.

Jean Jacques CAROUGE, un Auxerrois, capitaine de navire à Bayonne
de Marcel Douyrou, Bayonne (64)

Jean Jacques CAROUGE dit Carouge de Nantelle est né à Auxerre le 14 février 1733 (RP Saint-Pierre-en-Vallée). Son père, Jean CAROUGE, fils de Jean CAROUGE et de Demoiselle Marie CHAUCHON, paroissienne d'Auxerre, avait épousé le 20 novembre 1725 (GG 115), demoiselle Magdeleine BOYARD, fille de Pierre BOYARD, bourgeois de Saint-Brice et marchand commissionnaire de vins à Auxerre. Outre Jean CAROUGE, le couple a eu cinq enfants : Jean (1726), Marie Anne Simone (1727) Jean Louis (1729) Marie Magdeleine (1730) et Louis Jean (1732).

Dans l'acte de baptême de 1733, M Jean CAROUGE est qualifié de Conseiller assesseur à l'hôtel de ville d'Auxerre, quant à son épouse, elle est issue d'une longue lignée de Boyard dans la batellerie (cf. CGY II, 1984, E. Meunier).

Jean Jacques CAROUGE arrive à Bayonne en pleine guerre de Sept Ans. Les ports de Bayonne et Saint-Jean-de-Luz disposaient alors de 45 corsaires armés de 552 canons montés par environ 7 000 hommes. Il y avait dans la ville un grand nombre de matelots, venus de tous les pays, que le bruit du succès avait attirés avec l'espoir de le partager.

Après avoir pratiqué la navigation fluviale sur l'Yonne, voilà notre Auxerrois à la tête de l'*Henriette*, armé en guerre le 26 mars 1760, avec 4 canons, 8 pierriers et 53 hommes d'équipage. Au mois de décembre il commande le *Gentil*, 80 tonneaux, 6 canons, 6 pierriers et 72 hommes. CAROUGE capture trois navires ennemis, le *Prince d'Orange*, le *Génie*, le *Devonshire*.

Après ces succès, Jean Jacques CAROUGE prend le commandement en chef d'un corsaire plus important en 1762, la *Victoire*, de 100 tonneaux, armé de 10 canons avec 91 marins. Il rançonne deux navires

mais à son tour, il est capturé par les Anglais, conduit à Plymouth où il retrouve 300 prisonniers Basques et Bayonnais. En 1763, fin de la guerre.

Le 24 mai 1763, Jean Jacques CAROUGE, capitaine de navire, natif d'Auxerre « fils de M^e Jean CAROUGE, chirurgien habitants Saint-Nicolas-des-Champs à Paris et de Madeleine BOYARD » épouse à Bayonne (GG 105 f° 139) Gracieuse DUHALDE, veuve de Jean DAGUERRE, capitaine de navire, qui selon le contrat de mariage s'est constitué en dot la somme de 10 000 livres. Le couple aura quatre enfants dont un fils Jean Paul, né en 1766.

En 1764, CAROUGE embarque à Bordeaux et prend le commandement du navire le *Comte d'Estaing*, puis en 1782 (à 49 ans) le *Don de Dieu*, de 570 tonneaux, pour rejoindre l'Armée de Chasse en Amérique.

Au cours de l'année 1778, pendant son absence de Bayonne, son épouse décède lui laissant quatre enfants dont l'aîné n'a que 14 ans.

Lors de l'inventaire après décès on trouvera parmi les objets de valeur : 20 louis d'or de 24 livres, 600 écus de 6 livres soit au total une somme de 4 272 livres, plus trois billets à ordre de 6 123, 6 330 et 3 000 livres.

Dans une bourse : 59 jetons d'argent, une montre en or, un collier et une paire de bracelets en grenats ainsi que son contrat de mariage du 9 mai 1763.

On ignore quel a été le destin après 1785 de Jean Jacques CAROUGE (lors de son mariage, il signe CAROUGE de NANTELLE) et de ses enfants.

Grâce à l'aide de M Jean Michel Bellanger que nous remercions, et à nos échanges d'information, une page de plus a pu être écrite dans la généalogie BOYARD et CAROUGE.

Quelques décès ou événements survenus dans le Vézélien

Par E. Gaucher

(voir aussi *Génée-89* n° 128 et *Génée-89* n° 131)

Vézelay :

Le trois avril mil sept cent soixante quatre a été inhumé dans le cimetière et mourut d'hier, Fiacre **Garnier** dit docteur du Buisson à cause qu'il se mêlait un peu de médecine. Il m'a dit bien souvent qu'il était âgé de plus de cent ans ; Comme il venait dimanche dernier à la sainte messe, ses pieds s'embarassèrent dans des branches d'arbre, il tomba et il n'a pas pu se relever, on le porta à la Goulotte* où nous lui avons donné l'absolution, l'extrême onction, il a communiqué assez souvent. C'était un bon homme.

* Goulotte : hameau de Vézelay.

Saint-Père :

L'an mil sept cent soixante neuf le vingt six octobre est née Marie Louise **Thouard**, fille légitime de François Thouard et de Madeleine Monjardé, âgée de quatre mois et demi de conception, elle a été ondoyée par monsieur *Vezenne* [?] M^e chirurgien à Vézelay en présence de François Rousseau et Madeleine Soliveau et autres qui ne signent. Elle a reçu les cérémonies de baptême à l'église par le soussigné, elle a eu pour parrain Jean Gagneux et pour marraine Mademoiselle Horeau, sœur du curé de St-Père, tous de St-Père. Elle a été inhumée le lendemain vingt sept octobre.

En couverture : Église paroissiale Notre-Dame, de Dannemoine, chevet pentagonal, longueur du vaisseau : 41 m, largeur des nefs : 13,6 m, hauteur de la voûte : 9,25 m (14,50 au sanctuaire). Tour carrée sur le transept, de style roman, avec flèche couverte en ardoises. Sous les combles, un cordon de modillons en console et profilé de moulures d'ordre toscan.

Soldats du 12^e de ligne*

L'Association napoléonienne Ardennaise a publié un relevé des conscrits du 12^e régiment d'infanterie de ligne stationnés à Mézières sous le Premier Empire¹, soit 17 302 conscrits dont 700 bourguignons, 148 icaunais.

Il est intéressant de rapprocher ce relevé du relevé icaunais des conscrits de la Révolution et l'Empire décédés, entre 1799 et 1815 ; ce fonds est constitué de fiches remplies sur les lieux de décès et acheminées vers la préfecture de l'Yonne, sans doute dans le but d'informer les familles². Ce relevé concerne 7 413 recrues en provenance de tous les régiments. [Une des limites notable de ce fonds tient à l'approximation des origines mentionnées : entre les erreurs de département, les lieux impossibles à identifier - hameaux, lieux-dits, erreurs orthographiques diverses - ce sont près d'un quart des lieux de naissance qui restent dans le flou, impossibles à relier à une commune précise.]

Douzième de ligne : 148 Icaunais furent incorporés au douzième de ligne, parmi ceux-ci 12 font l'objet d'une fiche de décès dans l'Yonne ; les 136 autres, soit sont revenus vivants dans leur famille, soit ont été affectés à un autre régiment où leur trace se perd, soit sont disparus sans que mention en ait été portée (perte non répertoriée, désertion...).

Décédés icaunais : 52 soldats de l'Yonne étaient enrôlés dans le 12^e de ligne au moment de leur décès, 12 se retrouvent sur le rôle d'enregistrement du régiment, les quarante restant n'ont donc pas été repérés ce qui peut indiquer soit que le relevé de l'Association napoléonienne Ardennaise porte sur des documents incomplets, soit que des militaires enregistrés dans d'autres régiments sont venus gonfler les rangs du douzième de ligne sans être portés sur le rôle.

Quelle que soit l'explication retenue pour justifier la discordance entre les deux relevés, il faut être prudent dans l'étude des chiffres fournis par ces sources qui en première approche paraissent pourtant exhaustives, ce ne sont que des indications fragmentaires qui indiquent des tendances sans établir une vérité définitive. Les discordances donnent une mesure de la fiabilité de ces listes qui sont précieuses et permettent de retrouver des indications inédites sur des ancêtres dont on avait perdu toute trace.

* Cf. NA&N 133, 134, 135 et 136.

¹ - <http://www.12regimentdeligne.fr/topic/index.html>

² - liasses 2 R 213 à 2 R 241 des Archives départementales de l'Yonne, publication de la Société généalogique de l'Yonne. (un volume 21 x 15, 328 pages, 7 415 entrées, 35 euros à commander 27/4 place Corot, 89000 Auxerre).

Conscrits Icaunais de Seine-et-Marne

par Jean Cousin

36- PIÈTRE Gustave

Né le 10/04/1885 à Neuilly (89), demeurant à Villeneuve-sur-Yonne (89), serrurier, fils d'Etienne, et de VALLET Pauline. Recensé à Fontainebleau (77). Condamné le 05/12/1902 par le tribunal de Paris à 8 jours de prison : « Vagabondage ». Condamné par défaut le 27/05/1903 à 30 francs d'amende : « Infraction à la police des chemins de fer ». Engagé volontaire pour 5 ans, le 22/05/1903, à Sens (89), pour le 4^e régiment d'infanterie coloniale, matricule n°81C 7682. Réformé temporairement le 14/06/1905 par la commission de réforme du port de Toulon : « Infirmité contractée en dehors du service, pour bronchite suspecte pré tuberculose ». Passé dans la réserve de l'armée active le 01/10/1906. Affecté au 21^e régiment d'infanterie coloniale. Arrêté en [...] et remis à la gendarmerie de Nice le 10/05/1916. Rayé des contrôles de l'insoumission le 28/05/1916. Condamné le 02/08/1916 par le conseil de guerre permanent de la 5^e région à la peine de 5 mois de prison : « Insoumission en temps de paix et en temps de guerre ». Réintégré à l'effectif le 07/08/1916 et affecté au 131^e régiment d'infanterie. Blessé le 07/10/1916 à Bouchavesnes (80) : « Plaie à l'avant bras droit par éclat d'obus ». Classé le 07/06/1917 dans le service auxiliaire et proposé pour gratification par la commission de réforme de Bordeaux : « 1^o Limitation

des mouvements de torsion de l'avant bras droit ; 2^o Raideur du poignet gauche ; 3^o Limitation des mouvements des 4 derniers doigts, atrophie musculaire de 3 cm au bras, 1 cm à l'avant bras, suite de séton à la face dorsale du poignet ». Renvoyé dans ses foyers le 08/06/1917. Maintenu dans le service auxiliaire le 03/11/1917 par la commission de réforme de la Seine : « Blessures de guerre ». Admis à une gratification de 6^e catégorie, 300 francs, par décision ministérielle du 20/02/1918, notifiée le 20/03/1918. Rayé des contrôles le 20/03/1918. Réside le 24/03/1918 à Joigny (89), 11 rue des Fossés-Saint-Jean. Réside le 22/09/1918 à Montreuil-sous-Bois (93), 16 rue de la République. Affecté le 15/11/1918 au 34^e régiment d'infanterie territoriale. Envoyé le 28/04/1919 en congé illimité de démobilisation, se retire à Montreuil-sous-Bois (93). Affecté dans les réserves au 46^e régiment d'infanterie. Maintenu le 10/08/1920 dans le service auxiliaire, proposé pour pension temporaire de 30%, par la 1^e commission de réforme de la Seine : « Raideur du poignet, limitation des mouvements de supination par cicatrices de la partie inférieure de l'avant bras, profondes, adhérentes aux tendons sous-jacents par éclat d'obus ». Maintenu le 13/03/1922 dans le service auxiliaire, proposé pour pension permanente, par la

Suite page 77

Remarques à partir de trois relevés exhaustifs

par Robert Timon

La généalogie s'intéresse à une myriade de détails personnels au milieu desquels on peut se perdre en oubliant l'évolution d'ensemble des familles étudiées. La Société généalogique de l'Yonne ayant entrepris depuis quelques années de s'intéresser aux relevés complet des actes paroissiaux ou d'état civil, il est aujourd'hui possible de les examiner avec un peu de recul et de dégager quelques idées force quant à l'évolution des populations des paroisses.

Au catalogue 2013 de la SGY, on trouve les relevés d'Accolay, Armeau, Beauvoir, Chaumont, Domecy, Lindry, Ronchères, Saint-Martin-des-Champs, Gigny, Sennevoy-le-Bas, Sennevoy-le-Bas, Chevannes, Saint-Georges, et Escamps.

Examinons, les trois paroisses d'Escamps (1679-1900), Chevannes (1585-1792) et Saint-Georges (1631-1832). Ces trois paroisses proche d'Auxerre sont traversées par le ru de Beauche, petit affluent de l'Yonne qui draine une vallée d'une vingtaine de kilomètres au sud-est d'Auxerre, ce qui constitue donc une unité de lieu.

Escamps (835 habitants) était, et est restée, une petite agglomération. Au XVII^e siècle, on trouve dans les registres Escamps-Saint-Germain dont il faudrait vérifier si elle n'indique pas des droits de l'abbaye Saint-Germain (à Auxerre) sur des terres de la paroisse.

Chevannes est un gros bourg, avec ses 2 261 habitants actuellement, il est sans doute à peine plus peuplé qu'il ne l'était au XVIII^e siècle.

Saint-Georges qui affiche aujourd'hui 3 500 habitants, n'était avant le développement urbain du XX^e siècle qu'une très modeste paroisse de deux à trois cents habitants.

Les unions se nouent plus fréquemment de façon transversale, vers les paroisses situées de chaque côté

de la vallée (d'Escamps, vers Diges ; de Chevannes vers Gy-l'Evêque, Vallan ; de Saint-Georges vers Auxerre ou Lindry), que longitudinale (en suivant le cours de la Beauche).

On peut distinguer divers types de populations :

- les familles de vignerons, de laboureurs sont attachées à leur terre, ce sont les plus stables, le patronyme se maintient sur plusieurs générations, puis le patronyme se perd faute d'héritier mâle.

- les patronymes des familles de fermiers, marchands, artisans, meuniers, évoluent plus vite : du vivant du père, les fils s'installent dans des paroisses plus ou moins proches, délaissant le nid originel.

Il suffit d'une période de cent-vingt ans pour que les patronymes des habitants d'une commune soient entièrement renouvelés. Le cas de la famille GERVAIS dont le patronyme est présent à Auxerre sur cinq siècles est très exceptionnel (mais il fluctue sur diverses paroisses).

L'observation des monographies familiales et des fiches de *l'Encyclopédie généalogique de l'Yonne* conforte cette observation : que les familles soient peu ou très prolifiques, l'installation du patronyme dans une paroisse ne résiste qu'exceptionnellement plus de trois générations.

Suite de la page 76

2^e commission de réforme de la Seine : « Raideur très serrée du poignet gauche avec inclination de la main vers le bord cubital, cicatrice très adhérente aux tendons sur les deux faces de l'avant bras ». Réside le 12/08/1924 à Montreuil-sous-Bois (93), 100 rue Maniau (?). Passé le 15/11/1924 au 31^e régiment d'infanterie. Classé sans affectation le 01/03/1927. Décédé le 16/11/1928 à Montreuil-sous-Bois (93), avis de la mairie du 14/08/1930.

130-BOURLLOT Paul

Né le 18/03/1885 à Villeblevin (89), demeurant à Grez-sur-Loing (77), cultivateur, fils de Louis et de BOULLERAY Clémence. Incorporé le 08/10/1906 au 46^e régiment d'infanterie, matricule n°8535. Envoyé dans la disponibilité le 25/09/1908. Passé dans la réserve de l'armée active le 01/10/1908. A accompli une période d'instruction dans le 46^e régiment d'infanterie du 29/08 au 20/09/1911. Rappelé le 03/08/1914 (mobilisation générale). Blessé le 04/10/1914 à Neuville-Vitasse (62) : « Blessure par balle à la cuisse et au bras gauche ». Passé le 21/08/1917 au 57^e bataillon de chasseurs alpins. Cité le 15/11/1917 à l'ordre du bataillon : « Bon chasseur,

énergique et plein d'entrain, ne cesse de montrer dans les moments difficiles un courage et un sang froid remarquables, blessé une fois ». Croix de Guerre avec étoile de bronze. Passé le 18/11/1917 au 5^e bataillon de chasseurs alpins. Blessé le 15/02/1918 par chute (non imputable au service), tombé d'un arbre, étant en permission : « Congestion traumatique du foie et des reins ». Proposé le 08/06/1918 pour changement d'arme, artillerie lourde hippomobile, par la commission de réforme de Beauvais : « Endopéricardite avec congestion hépato-rénale, trace d'albumine ». Passé le 20/07/1918 au 105^e régiment d'artillerie lourde. Passé le 30/09/1918 au 130^e régiment d'artillerie lourde. Envoyé le 19/03/1919 en congé illimité de démobilisation, 5^e échelon, se retire à Grez-sur-Loing (77). Affecté dans la réserve au 105^e régiment d'artillerie lourde. Placé le 15/11/1924 au 34^e régiment d'artillerie de campagne. Classé sans affectation le 15/11/1926. Passé le 25/09/1923 à la classe de mobilisation de 1904 comme père d'un enfant vivant. Libéré du service militaire le 15/10/1934.

Suite page 81

Une Société aux ordres

par Bertrand Rouziès-Léonardi, publié sur le blog de Paul Jorion, le 10 juillet 2012



C'est durant le Moyen Âge, du VIII^e au XV^e siècle, que s'élabore la notion de travail dans sa signification moderne d'« association de l'homme et de l'outil » (Jacques Le Goff). L'ancien français réserve cependant le mot *travail* au tourment en général (latin *tripalium*, « instrument de torture»), plutôt celui qu'on inflige, d'ailleurs, que celui qu'on endure, et appelle notre travail *labor*, labeur, pénibilité incluse, ce labeur-là étant surtout celui du retourneur de glèbe. On distingue alors trois types dans la classe des travailleurs : le type du *laborator* proprement dit, le paysan, celui qui peine (l'écrasante majorité de la population), le type de l'*artifex*, l'artisan, celui qui exerce un métier (*ars*), l'*operarius*, le type de l'ouvrier, celui qui crée une œuvre (*opus*). Le travail, jamais tout à fait délesté de son substrat pénitentiel, étayé en partie par l'étymologie, est réhabilité au XI^e siècle par Adalbéron, évêque de Laon, dans son *Poème au roi Robert*, qui décompose la société en trois ordres fonctionnels ou *ordines* (voir les fonctions tripartites indo-européennes étudiées par Georges Dumézil) : celui des *oratores* (ceux qui prient), celui des *pugnatores* ou *bellatores* (ceux qui combattent), celui des *laboratores* (ceux qui travaillent). Pénétrés que nous sommes de l'idéal républicain, qui nous fait voir la société féodale comme un régime d'abus de pouvoir, un *regnum* impitoyable aux plus faibles, nous nous représentons les échanges symboliques entre les trois ordres sous l'aspect d'un triangle dont l'angle sommital serait occupé par les *oratores* et les *bellatores*, forcément d'infâmes exploiters, et la base, par les *laboratores*, un ramas d'esclaves et de demi-esclaves cassés en deux sur leurs outils. Ce triangle illustre une rupture de contrat qui s'est effectivement produite (pas partout ni automatiquement), la faute aux tribulations antiques de la dette, mais qui s'est peu à peu résorbée par la suite, pour revenir aux formes contractuelles initiales, le roi s'instituant en recours en cas de litige.

Plutôt que de projeter sur la société d'ordres médiévale une imagerie d'Épinal héritée des élucubrations philosophiques (celles de Montesquieu, par exemple, dans *L'esprit des lois*, 1748) et de l'historiographie prérévolutionnaire (voir les *Essais historiques sur Paris* de Germain-François Poullain de Sainte-Foix, 1754-1757), et fixée pour plusieurs siècles, à l'occasion du grand déballage de pratiques fantaisistes auquel donna lieu la fameuse nuit du 4 août 1789¹, analysons l'image que s'en faisaient les contemporains. Il s'agit d'une lettre ornée d'une copie du *Livres dou santé* d'Aldobrandino de Sienne (Londres, British Library, Sloane 2435) datée de la fin du XIII^e siècle.

De triangle, point. Plutôt un cercle, celui de la panse de la lettre, qui délimite une sorte de vignette. Le cercle symbolise la perfection de la loi divine, cadre ultime de toute organisation. Que nous montre la vignette ? Un chevalier en tenue de campagne (heaume, haubert et surcot) encadré par un clerc (robe et tonsure) et un laboureur (tunique et bêche). Le clerc lui donne des règles de bonne conduite, le laboureur lui donne une part de son revenu en échange de sa protection. Les trois sont alignés et de même taille, ce qui suppose entre eux des liens de réciprocité (horizontalité) plutôt que des liens de servitude (verticalité). Le chevalier n'a pas d'épée visible ; sa jambe gauche passée devant la jambe droite du laboureur ne témoigne pas d'une précellence ou d'un empiètement, mais confirme le rôle protecteur signifié par l'écu. C'est le rôle défensif du *bellator*, sa vocation première pour ainsi dire, qui est valorisé. Son écu ne protège pas le clerc, dont le bouclier le plus efficace reste la foi, mais le motif de la croix qui est peint dessus suggère que l'Église peut compter sur son secours. Le clerc lève l'index de sa main droite, comme s'il rappelait le chevalier à ses devoirs.

¹ La palme de l'inventivité revient au député de la Constituante Le Guen de Kerengal, qui se dit « paysan breton » alors qu'il est négociant en toiles, lequel évoque, avec les trémolos d'indignation idoines qu'on imagine, « ce bizarre droit établi dans quelques-unes de nos provinces, par lequel les vassaux sont obligés de battre l'eau des marais quand la dame du lieu est en couches, pour la délivrer du bruit importun des grenouilles [...] ». Et l'imposteur de lancer un défi d'ivrogne à l'assemblée : « Qu'on nous apporte ces titres qui obligent les hommes à passer des nuits entières à battre les étangs pour empêcher les grenouilles de troubler le sommeil de leurs voluptueux seigneurs. » Voir Patrick Kessel, *La nuit du 4 août 1789*, Paris, Arthaud, 1969, pp. 142-143. Cette fable des grenouilles devait faire florès dans les manuels d'histoire de la République.

Le seul outil visible est la bêche sur laquelle s'appuie un laboureur. L'homme est conscient de sa force et de son importance ; sa pose est fière, à des lieues de l'abattement de la condition servile. Sa bêche est l'axe véritable de la société féodale. Normal. Les fortunes des deux autres en dépendent.

« La famille du Seigneur (*Dei domus*), qui paraît une, est donc dans le fait divisée en trois classes. Les uns prient, les autres combattent, les derniers travaillent. Ces trois classes ne forment qu'un seul tout, et ne sauraient être séparées ; ce qui fait leur force, c'est que, si l'une d'elles travaille pour les deux autres, celles-ci à leur tour en font de même pour celle-là ; c'est ainsi que toutes trois se soulagent l'une l'autre (*cunctis solamina praebent*). Cette réunion, quoique composée de trois éléments, est donc une et simple en elle-même (*Est igitur simplex talis connexio triplex*). » Voilà ce qu'écrit Adalbéron dans son *Poème au roi Robert*, un dialogue imaginaire entre le roi et lui, qui traite de la bonne gouvernance. Trois en une, cela ne vous rappelle rien ? La Trinité, bien sûr ! Chacune des classes possède une existence propre, mais toutes ensemble forment un seul et même corps qui ne tient que parce que chaque organe se propose de soulager son voisin des tâches qui l'empêcheraient de remplir sa fonction, d'accomplir l'œuvre que Dieu lui a assignée. Car le clerc et le chevalier, dans la cité idéale, travaillent eux aussi. Ce sont des *laboratores* à leur façon. Il n'est pas dit qu'il incombe au seul serf de travailler. Adalbéron choisit une classe au hasard, sans préciser laquelle (« si l'une d'elle... »), pour décrire son interaction avec les deux autres.

L'extrait que nous venons de commenter est précédé d'une définition des trois ordres et de leurs tâches respectives. Avant d'aborder l'ordre des *laboratores* proprement dit, notre évêque sème malicieusement les indices de réciprocité dans les passages consacrés aux *oratores*, sa propre classe, et aux *bellatores*. Il rappelle, au sujet du recrutement des premiers, que la loi divine n'admet aucune division dans ses parties (*lex divina suis partes non dividit ullas*) et donc qu'elle ne tient aucun compte des inégalités de rang (*ordo*) et de naissance (*natura*). Certes, cette même loi a voulu que les ministres du culte soient exemptés de toute fonction servile (*expertes servilis conditionis*), mais c'est pour mieux les faire esclaves de Dieu Soi-même (*servos Sibi*). Au sujet des seconds, les *bellatores*, Adalbéron dit bien qu'en veillant sur les plus faibles, ils veillent sur eux-mêmes (*cunctos et sese parili sic more tuentur*). Nous ne nous sauvons que les uns par les autres. C'est la garantie de se maintenir au pouvoir, pour un prince, que d'être attentif à ce que Napoléon appelait la « conquête morale »¹. L'évêque de Laon met ensuite dans la bouche du roi une peinture terrible de la condition servile : « Cette classe malheureuse ne possède rien qu'elle ne l'achète par un dur travail. Qui pourrait, en les multipliant par eux-mêmes autant de fois qu'un damier contient de cases, compter les peines, les courses, les fatigues qu'ont à supporter les serfs infortunés ? » Ce à quoi Adalbéron répond, dans une pirouette qui rebat les cartes : « Fournir à tous l'or, la nourriture et le vêtement, est la condition du serf ; et en effet, nul homme libre ne peut vivre sans le secours du serf. Se présente-t-il quelque travail à faire, veut-on se procurer de quoi satisfaire à quelque dépense ? Le(s)

roi(s) et les pontifes eux-mêmes sont alors les véritables esclaves des serfs (*Rex et pontifices servis servire videntur*). » Le triangle féodal se retrouve la base en l'air, à danser sur la pointe.

Il ne faut, bien sûr, pas se laisser leurrer par cette représentation idéale, qui est tout ensemble le contrepoint et le contre-feu d'un état de fait où serfs et laboureurs, dont la fortune est très variable, sont loin de recueillir des seigneurs laïcs et ecclésiastiques toute l'estime qui leur est due. Les exemples d'entente entre ces deux puissances sont nombreux, même si un ordre religieux comme celui de Cluny a pu souligner l'antagonisme foncier des deux milices, la spirituelle et la séculière, et l'on a vu des abbés plus inexorables avec leurs serfs que les plus cruels barons. L'Église interprétait parfois dans un sens très personnel la tradition qui faisait des propriétés monastiques le « bien des pauvres ». La paix de Dieu, un peu comme la « pacification algérienne » évoquée récemment sur le blog², avait moins pour fonction de mettre un terme aux déprédations et aux crimes commis par les seigneurs en conflit, souvent au détriment des petites gens, que d'en cantonner les effets dans le registre de l'acceptable. L'Église avait du reste plutôt intérêt à ce qu'il y eût quelque crime à se faire pardonner, une donation substantielle en étant la contrepartie ordinaire. Poussée et contre-poussée. L'ingénierie sociale médiévale dose avec plus ou moins de bonheur ces deux forces bien connues des bâtisseurs d'églises, forces dont le jeu caractérise, selon l'historien Dominique Barthélemy, un « système visqueux »³. L'encadrement de la faide chevaleresque, la vendetta à la sauce franque, fut surtout le fait du pouvoir royal, qui lui assena le coup de grâce en exhumant le droit romain. Mais le processus d'appropriation prit du temps. Aux IX^e et X^e siècles, les serfs voient leur condition s'améliorer et se détériorer à la fois, s'améliorer parce que la chevalerie se dote peu à peu d'un code de bonne conduite qui l'oblige envers eux, se détériorer parce qu'étant davantage tenus d'être fidèles à leur seigneur, ils sont considérés comme des ennemis à part entière par l'ennemi de leur maître, et molestés en conséquence. Un seigneur peut travailler à se rendre agréable à « ses » paysans, dont il tire ses revenus, et traiter avec le plus grand mépris les paysans de son rival. Soit dit en passant, on observe de nos jours la même disjonction, mais en sens inverse, chez les patrons français, qui ne laissent pas de louer la frugalité, l'endurance, pour ne pas dire l'abnégation des semi-esclaves qui peinent dans les usines-mouroirs des pays en voie de développement et qui n'ont pas de mots assez durs à l'endroit des tire-au-flanc surpayés, surprotégés, rebelles à tout serrage de ceinture, qui, dans leurs propres usines, s'activent mollement.

Mais revenons au Moyen Âge. Il apparaît que le servage, bête noire des révolutionnaires, n'existait déjà quasiment plus, sinon de manière formelle, aux alentours de l'an mil, ce qui expliquerait que la théorie des trois ordres ménage une place si avantageuse à l'ordre vilain que la tradition littéraire, en retard d'un chariot, fait profession de détester. Au XI^e siècle, les cas de nobles (le noble est un homme libre, pas forcément un seigneur de haut parage) devenus

¹ Les exigences exorbitantes d'une guerre continuelle interdirent à l'empereur d'achever les siennes, de conquêtes morales, même dans les états vassalisés où l'égalité des citoyens devant la loi avait été le plus poussée (parfois davantage qu'en France), comme le royaume de Westphalie.

² Blog de Paul Jorion.

³ Dominique Barthélemy, *L'an mil et la paix de Dieu*, Paris, 1999, p. 215.

serfs par pénitence ne sont pas rares, comme l'attestent les chartes de la France moyenne et septentrionale. Attention, il s'agit d'un servage symbolique, qui n'implique ni un travail de la terre ni un déclassement, la chevalerie se devant d'être éclatante en tout, y compris dans la contrition. Le servage, à cette date, avait perdu de son caractère ignominieux. Comme l'explique Barthélemy, l'essentiel de l'assujettissement se faisait « au titre de la tenure rurale, de la justiciabilité, de la tutelle un peu perverse exercée dans le cadre de la faide chevaleresque, et le servage au sens strict, avec ses rites, n'[était] plus dans tout cela qu'un instrument annexe »¹. Le chevage, charge caractéristique du servage au XI^e siècle, était versé une fois l'an au cours d'une cérémonie dont la récurrence a dû adultérer à la longue le principe humiliant : le serf plaçait quatre deniers sur sa tête (*chief*, d'où chevage) inclinée. Cette cérémonie peut être lue aussi bien comme un hommage servile que comme la reconnaissance contractuelle d'une vassalité de rang inférieur, négociable, amendable au prix de quelques bricolages agréés par les deux parties, en tout cas fort éloignée d'un esclavage.

Ce bref voyage dans le temps montre une chose : il y a toujours une alternative au système, quelque verrouillé et coercitif qu'il soit en apparence, *endogène* au système. Il aura fallu cinq siècles pour que le dévoiement du contrat d'association du petit propriétaire et du « patron » soit rectifié en faveur du premier. Notre société est encore une société d'ordres, mais dans sa version primitive, déséquilibrée. Les contre-poussées peinent à s'y manifester. Le garde-fou clérical a été élagué et on lui a substitué le garde-fou médiatique, sans qu'aucune amélioration notable de la surveillance ait été constatée. Les *laboratoires* modernes, pourtant beaucoup plus instruits et mieux dotés que leurs homologues médiévaux, en sont encore à méconnaître leur force plus

de deux siècles après la Révolution. On leur serine que la croissance repose sur leurs épaules et ils n'en tirent aucun argument pour exiger de ceux qu'ils soulagent du soin de produire l'abolition de la servitude et son remplacement par le service réciproque. Tant que cette première étape dans la conscientisation n'aura pas été franchie, les initiatives développées hors cadre n'auront pas de prise sur les publics qu'elles visent. En affirmant que « les rois et les pontifes eux-mêmes sont [...] les véritables esclaves des serfs », Adalbéron faisait plus que réhabiliter une classe, il ouvrait la porte à l'éclatement du système qu'il venait de poser. Et de fait, la contre-poussée vigoureuse du peuple, 750 ans plus tard, assujettirait un roi-citoyen à la loi commune. Nietzsche, commentant la phraséologie socialiste, affirmait que l'ouvrier serait libre dès lors qu'il cesserait de se considérer comme membre d'une classe. C'est la deuxième étape. Après avoir découvert sa force, le *laborator* renonce à en user pour s'arroger le pouvoir d'asservir à son tour son prochain. Je suis conscient que c'est l'étape la plus difficile à concevoir, car la passer revient à abdiquer le peu de pouvoir que nous avons, à liquider notre rêve d'ascension sociale, à rendre fluide ce qui était visqueux et nous laissait le temps d'apprécier la distance qui nous sépare d'autrui. Pourtant, c'est à ce niveau-là que l'alternative endogène et l'alternative exogène peuvent se rencontrer et s'épauler l'une l'autre, dans la recherche d'un nouveau régime d'association. Nous en sommes loin. Troubadours et trouvères sont parvenus à rendre accros au service d'amour des barons incultes habitués à se servir. Ce qu'ils ont obtenu de leurs maîtres, arriverons-nous à l'obtenir des nôtres

Répertoire des familles étudiées (édition année 2009)

Le Répertoire des familles étudiées (édition année 2009) est disponible :

Un volume 288 pages. 9 500 lignes regroupant les patronymes étudiés par environ une centaine de nos adhérents.

C'est un outil indispensable pour mettre en relation ceux qui effectuent des recherches sur les mêmes branches familiales. **12 €**

- Vous pouvez adresser vos commandes au 27/4 place Corot à Auxerre. -

¹ *Chevaliers et miracles*, Paris, Armand Colin, « Les enjeux de l'histoire », 2004, pp. 155-156.

Le Cahier Généalogique XIX

Recueil de quarante-deux familles appartenant à la chevalerie Sénonaise au Moyen-Age

(1 volume 248 pages, 35 €, disponible 15 octobre, commande à SGY, 27/4 place Corot 89000 – Auxerre)

L'auteur, Etienne MEUNIER, né en 1957, cofondateur (1981) et ancien vice-président de la Société Généalogique de l'Yonne, membre de Société Archéologique de Sens et de la Société des Sciences de l'Yonne, passionné de généalogie et d'histoire locale, a obtenu en 2013 le Prix littéraire de la Fédération Française de Généalogie pour le volume XVI des Cahiers Généalogiques de l'Yonne : recueil de trente-deux monographies de familles apparues au sein du patriciat de Sens entre 1146 et 1389 (SGY, 2008, 206 pages, 25 €).

Quelques provinces ont eu la chance de bénéficier d'une monographie traitant des familles nobles au Moyen Age. Le Forez et le Gapençais ont eu ce privilège. Ce n'est pas le cas des pays de l'Yonne. Les quelques monographies familiales existantes sont à la limite de l'hagiographie ; pour le reste, la recherche universitaire est inhibée par ses notes de frais, la recherche archivistique se désintéresse du sujet.

Chacun sait que les généalogistes sont animés par le besoin d'étendre toujours plus loin leurs connaissances. La majorité d'entre eux imaginent pouvoir le faire en copiant les travaux d'autrui. Mais la méthode a très vite ses limites. Alors risquons-nous à travailler. Après avoir exploré les lignages du patriciat des villes de Sens et d'Auxerre, nous poursuivons notre quête par la chevalerie des pays de l'Yonne.

Le mot latin « *miles* » est traduit par le mot français « *chevalier* ». On mesure immédiatement la cassure produire par la traduction française, jamais mise en exergue, et pourtant si importante.

Le mot latin renvoie au mot français « *milice* », c'est-à-dire à un groupe ordonné autour d'un idéal de combat. Des malicieux évoqueront même la violence. Ils ont raison en l'espèce. Dans la basse antiquité, le membre de la *militia* sait qu'il participe intimement à l'action du pouvoir impérial central. Manquer à son devoir est un drame familial car on est rejeté de la communauté des agents publics militaires. Une ceinture spéciale (*cingulum*), ancêtre du baudrier, signifie à tous localement cette union mystique avec le prince vivant au loin. Elle serait à l'origine de la bande héraldique.

Le nom français de « *chevalier* » renvoie pour sa part à l'usage du cheval. Dans la technique de combat, le cavalier n'est pas le fantassin. Le cavalier ne se déploie qu'en des circonstances particulières. Il est impropre aux sièges. Il lui faut des terrains dégagés pour manœuvrer. Malgré ces restrictions, l'emploi de la cavalerie va croissant parce qu'il permet des

dévastations de grande ampleur. Pour leur part, les lieux fortifiés ne se prennent que par la trahison ou au prix d'efforts de terrassement de plusieurs semaines.

Quand les deux notions fusionnent, la technique de combat se pare d'un état d'esprit particulier. L'Eglise a poussé à cette union durant le XI^e siècle. Les croisades en jailliront. La violence va se découvrir des règles et ses professionnels vont y souscrire. La veuve et l'orphelin épargnés, il reste encore beaucoup de dégâts à opérer. Ramenées au Sénonais, ces considérations générales sur l'institution de la chevalerie laissent des traces très modestes depuis la première attestation de 1079.

Les effectifs de chevaliers signalés dans les chartes sénonaises sont maigres jusqu'à la fin du XII^e siècle. Le vocable ne s'y transmet pas nécessairement de père en fils. La violence maîtrisée reste l'apanage de professionnels dont le groupe ne s'est pas encore refermé sur lui-même. Le mot « *chevalier* » ne fait pas envie aux lignages puissants, comme ceux des comtes de Joigny, des vicomtes de Sens et de Joigny, ou de Trainel. Ils n'ont pas besoin d'un mot pour être reconnus comme étant les premiers de leurs contrées. Leurs cadets sont plus portés à y souscrire : de Trainel (Marigny 1170), de Joigny (Saint-Maurice-Thizouaille 1312). Les deux héritiers de la vicomté de Sens se résoudront facilement à compléter leur jeune identité sénonaise avec le titre de chevalier (des Barres 1219, Vallery 1222).

Avec le roi Philippe Auguste, le système s'emballe. Le Roi a un immense besoin de combattants. Il veut conquérir la Normandie, le Maine, l'Anjou, la Touraine, le Poitou et la Saintonge (1202-1204). Les effectifs de chevaliers explosent alors.

L'ordre chronologique d'entrée en chevalerie commande la présentation des familles dans ce recueil. Il diffère parfois notablement de l'ancienneté généalogique, comme par exemple dans le cas des Trainel.

Suite de la page 77

Compléments d'une fiche déjà parue

84- LAHAIE Albert René

Né le 25/09/1885 à Champigny (89), demeurant à Paris 11^e, jardinier, fils de Victor, et de BAUDOT Noémie Eugénie, demeurant à Samoreau (77). Incorporé le 07/10/1906 au 32^e régiment d'artillerie, matricule n°7446. Nommé 1^{er} canonnier servant le 08/10/1907. Envoyé dans la disponibilité le 25/09/1908. Passé dans la réserve de l'armée active le 01/10/1908. Réside le 07/10/1910 à Fontainebleau

(77), 147 rue Grande. Réside le 07/06/1911 à Paris 11^e, 50 rue Servan. A accompli une période d'instruction dans le 32^e régiment d'artillerie du 14/09 au 06/10/1911. Rappelé le 03/08/1914 (mobilisation générale). Nommé brigadier le 14/12/1916. Nommé maréchal des logis le 25/03/1918. Cité le 18/11/1918 à l'ordre du régiment : « Excellent chef de pièce, dans la nuit du 10 au 11 octobre, malgré un violent bombardement par obus à gaz, a continué le tir sans se soucier du danger, montrant ainsi le plus bel exemple à son personnel ». Croix de guerre avec étoile de

Suite page 83

Les Pérégrinations d'une famille berrichonne, les Chartier

Par Jean-Michel Bellanger (SGY 137)

Note : Bien qu'elle concerne assez peu l'Yonne, cette recherche, à travers la fidélité à un type de métier, décrit des situations familiales peu banales : errance, inter-départementalité, difficultés économiques, mariage intra-familial, etc, qui ont constitué autant d'obstacles à la recherche généalogique et en illustre bien les difficultés d'avancer à la découverte de « ces branches venues d'ailleurs ».

La Famille Chartier (parfois orthographiée Chertier, voire Cherretier) semble originaire de Vicq-sur-Nahon, près de Valencay, dans le nord du département de l'Indre. C'est dans cette paroisse du Bas-Berry qu'après des recherches longues et ardues nous avons trouvé l'acte de baptême de François CHARTIER, le 28 août 1700, et le mariage de ses parents, autre François, tailleur d'habits, et Marguerite TILLON, le 6 juillet 1695.

François CHARTIER, second du nom, semble avoir eu une existence difficile. Alors que son frère puîné, Laurent, également tailleur d'habits, se marie et fait souche à Vic-sur-Nahon, François II quitte son village pour des raisons inconnues.

En 1732, François II – alors âgé de 32 ans – est à Saint-Julien-sur-Cher¹ (actuel département du Loir-et-Cher) où il épouse le 29 juillet, une fille du pays, Marguerite ROBERT, âgée de 19 ans, dont le père, Nicolas, est pêcheur. Quant à sa mère, Marie LEFEBVRE, elle était décédée à l'âge de 40 ans, alors que sa fille n'avait que deux ans.

Au moment de cette union, François CHARTIER est dit « de la paroisse de Langon », ce qui indique qu'antérieurement à 1732 il a du séjourner un certain temps dans cette localité de l'actuel département du Loir-et-Cher proche de Saint-Julien-sur-Cher.

De cette union naquirent Béatrix, au printemps 1733, décédée deux mois plus tard, le 4 août de la même année, puis François III, notre ascendant, le 28 novembre 1734, enfin René le 9 mai 1736 dont on ignore la destinée. Des recherches effectuées dans les registres paroissiaux de Saint-Julien n'ont pas permis de trouver d'autres enfants issus de ce couple.

Nous savons depuis 2012 que Marguerite ROBERT est décédée à Vatan (36) le 11 octobre 1739, âgée de 27 ans. François CHARTIER se retrouve donc veuf, avec un ou deux enfant(s) à charge. Il épouse à Liniez (36) le 31 juillet 1742 Catherine MARTIN, veuve, en première noce, de Claude THIBAUT, journalier, décédé deux ans auparavant à l'âge de 35 ans.

Dans leur acte de mariage, le curé de Liniez nous donne une indication intéressante : il précise que François CHARTIER a été dispensé par le vicaire général de Mgr l'archevêque de Bourges de faire publier les bans « attendu qu'il y a douze ans qu'il est sorti de sa paroisse natale [Vicq-sur-Nahon] et qu'il est

depuis deux ans errant et vagabond ne tenant ni feu ni lieu ». On peut en conclure que des difficultés d'ordre économique l'avaient poussé sur les routes avec son – ou ses – enfant(s), au moins François III – à la recherche de travail et qu'il devait être considéré par ses contemporains comme un mendiant.

Son fils François est âgé de 8 ans au moment du remariage de son père avec Catherine MARTIN et il se trouve que celle-ci a une fille du même âge, Françoise THIBAUT, née de son premier mariage avec Claude THIBAUT. François CHERTIER et Françoise THIBAUT seront donc élevés dans le même foyer et – pourquoi chercher ailleurs ce qu'on a à la maison – finiront par convoler en justes noces le 4 novembre 1755 à Allouis (Cher).

En 1745, le couple François CHERTIER / Catherine MARTIN réside à Brives (Indre), où Catherine donne naissance le 18 mai, à leur fils Joseph².

On ignore pour quels motifs François et Catherine changent à nouveau de domicile et quittent le Bas-Berry

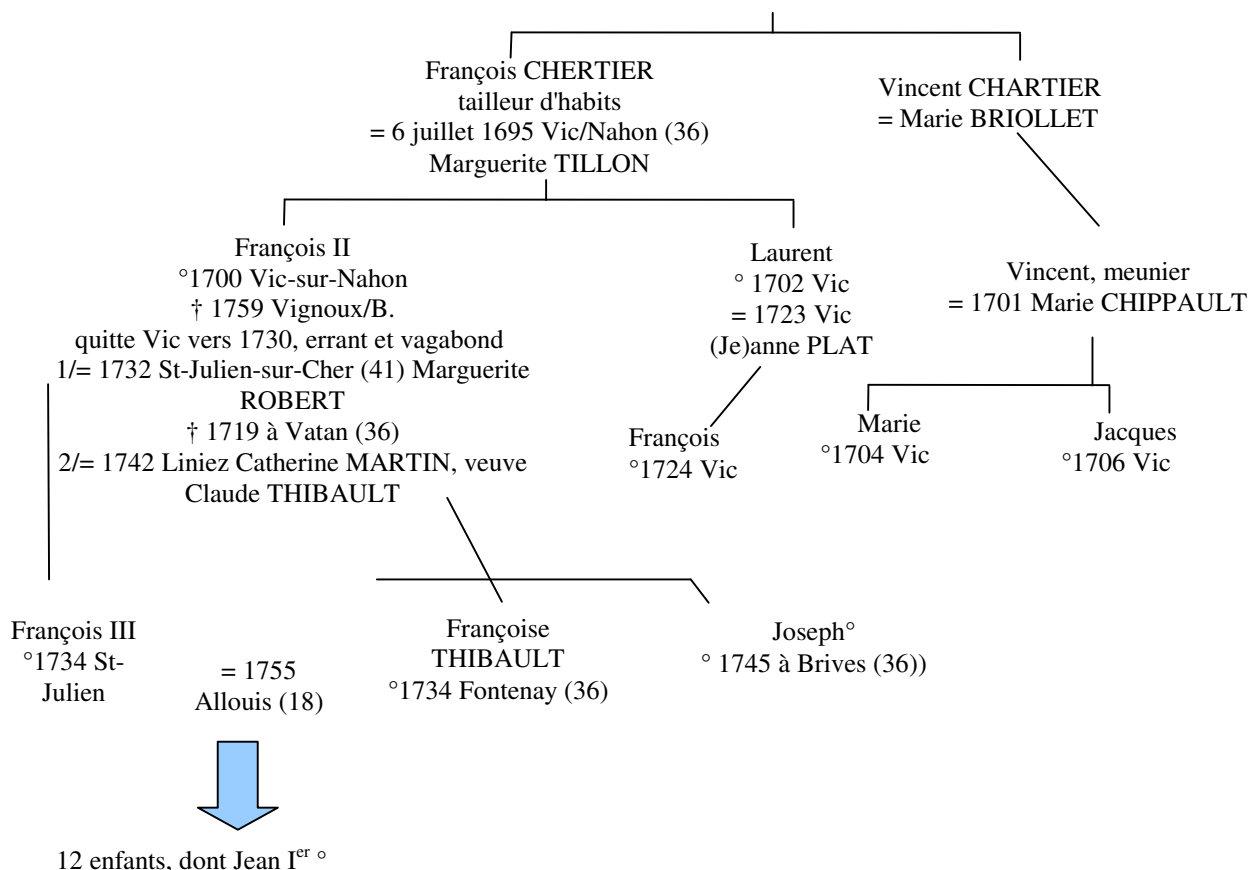
Quoiqu'il en soit, dix ans plus tard le couple est installé dans la région de Mehun-sur-Yèvre (Cher). Ils assistent le 4 novembre 1755 à Allouis au mariage de « leurs » enfants, François CHARTIER et Françoise THIBAUT. Joseph CHARTIER s'impose naturellement comme témoin en sa qualité de demi-frère de l'époux comme de l'épouse.

On ignore les date et lieu de décès de François II et de sa seconde épouse, Catherine MARTIN. Néanmoins, nous avons tout lieu de penser que l'acte de décès ci-dessous, relevé Vignoux-sur-Barangeon, est celui de François CHERTIER : « le 16 mai 1759 est décédé François Chertier, vivant drappelier, époux de Martine Tibault (*sic*), à l'âge de 55 ans. Témoins : François Chertier, son fils, manœuvre, François Poulet, manœuvre ».

Quant à François CHERTIER et Françoise THIBAUT, ils auront au moins 12 enfants, 7 filles et 5 garçons : les deux premières, Marie et autre Marie, sont nées à Saint-Laurent-sur-Barangeon en 1757 et 1759. Le troisième, Joseph a vu le jour à Allouis en 1760. Silvin, le quatrième, est baptisé à Vignoux-sur-Barangeon en 1761. Les huit suivants ont tous reçu le baptême à Allouis : Françoise en 1762, Guillaume en 1764, Reine-Madeleine en 1767, François en 1768.

1 Dans son acte de décès, l'officier de l'état civil indique qu'il est né à « Saint-Julien, département du Cher » Cette assertion nous a longtemps induit en erreur et bloqué nos recherches.

2 C'est grâce à ce Joseph, frère à la fois de François CHERTIER et de Françoise THIBAUT, qu'on a pu reconstituer la trame familiale.



Madeleine en 1769, Etienne en 1770, Françoise en 1771 et Marie en 1771. Ceux qui survivront (trois au moins sont morts en bas âge) auront le bonheur d'être élevés par leurs deux parents puisque Françoise THIBAULT décèdera en 1801 à Bouy (Cher) et François CHERTIER en 1804 à Mehun-sur-Yèvre. Mais les conditions de vie durent être particulièrement difficiles : il aura fallu que le modeste chanvreux travaille dur pour nourrir sa nombreuse famille.

Au moins aura-t-il eu la satisfaction d'assister au mariage de six de ses enfants et de voir naître une dizaine de petits-enfants, avant de s'éteindre à l'âge de 70 ans à Mehun-sur-Yèvre. Il fut, en particulier, présent à la cérémonie de mariage de son fils Jean I^{er}, notre ancêtre, lui aussi chanvreux, avec Françoise RONDET, le 5 février 1791 à Bouy (Cher).

Il eut aussi le privilège d'assister aux bouleversements de la Révolution et à la naissance d'un nouveau régime ;

Le fils de Jean et de Françoise RONDET, Jean II, exerça le métier de tisserand, mais le fils de ce dernier, Jean Clair (1827-1903) rompit avec la tradition familiale puisqu'il fut journalier. Cependant, son propre fils, Emile, grand-père du rédacteur de cette chronique, en apprenant le métier de tailleur, s'inscrivit à nouveau dans la lignée des chanvreux et des tisserands issus du lointain ancêtre François CHERTIER. Après son apprentissage, Emile quitta la rude terre solognotte où il avait vu le jour pour « monter » à Paris où il exerça son art jusqu'à la guerre de 1914, avant de s'établir à Auxerre (89) où il travailla comme tailleur aux grands magasins SOISSON & JAMES.

Suite de la page 81

bronze. Passé le 20/03/1919 au 32^e régiment d'artillerie de campagne. Affecté dans la réserve au 32^e régiment d'artillerie. Réside le 08/04/1919 à Avon (77), 1 rue Daubenton. Envoyé le 14/04/1919 en congé illimité de démobilisation, 5^e échelon, se retire à Avon (77). Classé sans affectation le 01/04/1927. Libéré du service militaire le 15/10/1934.

153- HAUVETTE Louis Camille Albert

Né le 30/07/1885 à Rogny (89), demeurant à Auneau (28), chef d'équipe ajusteur, fils de Louis, et de GIRAULT Marie Camille, demeurant à Nemours. Incorporé le 07/10/1906 au 32^e régiment d'artillerie, matricule n°7484. Envoyé dans la disponibilité le 29/09/1908. Passé dans la réserve de l'armée active le 01/10/1908. A accompli une période d'exercices dans le 45^e régiment d'artillerie du 09 au 31/01/1911. Rappelé le 02/08/1914 (mobilisation

Suite page 84

Suite de la page 83

générale). Passé le 01/04/1917 au 230^e régiment d'artillerie. Passé le 09/03/1918 au 81^e régiment d'artillerie. Envoyé le 14/03/1919 en congé illimité de démobilisation, 5^e échelon, se retire à Nemours. Affecté dans la réserve au 503^e régiment de chars de combat. Réside le 28/12/1921 à Vanves (92), 1 passage de l'Eglise. Maintenu à ce corps le 15/11/1924. Classé sans affectation le 01/04/1927. Réside le 15/04/1930 à l'Hay-les-Roses (94), 43 rue de Chevilly. Libéré du service militaire le 15/10/1934. Dégagé de toutes obligations militaires, le 20/08/1936, invalidité inférieure à 10%, documentaire, par la 5^e commission de réforme de la Seine : « 1^o Accusé de la pesanteur dans l'hypocondre droit et des crises douloureuses, foie normal, léger subictère conjonctival, bon état général ; 2^o Ni sucre, ni albumine dans les urines ». A reçu une notification ministérielle en date du 11/03/1937 de rejet de pension (forclusion).

184- ROUSSEL Jean

Né le 15/11/1885 à Champagnac-les-Mines (15), demeurant à Bourron (77), cantonnier de navigation, fils de Victor, et de ROUSSILLON Marie, ajourné en 1906 : « Faiblesse ». Propre au service armé en 1907. Incorporé le 07/10/1907 au 4^e régiment d'infanterie, matricule n°8868. Atteint le 21/05/1908 de luxation en arrière du coude gauche pendant un exercice de voltige au manège du quartier Davout à Joigny (89), où il était en subsistance au 1^{er} régiment de dragons. Envoyé dans la disponibilité le 25/09/1909. Passé dans la réserve de l'armée active le 01/10/1909. Affecté au régiment d'infanterie de Fontainebleau. Rappelé le 02/08/1914 (mobilisation générale). Blessé le 12/04/1915 au Bois-le-Prêtre (54) : « Blessure par éclat d'obus à la base du nez (soigné à l'infirmerie), non évacué ». Nommé caporal le 07/05/1915. Cité le 14/06/1918 à l'ordre du régiment : « Très bon gradé, a eu, au cours des journées des 1^{er} au 05/06/1918, une très belle attitude au feu ». Croix de Guerre avec étoile de bronze. Blessé le 16/06/1918 à Vincy (02) : « Plaies à l'avant bras droit et à la cuisse gauche par éclats d'obus ». Evacué sur l'hôpital temporaire n°7 de Poitiers du 18 au 30/06 Toulouse par Langon, hôpital auxiliaire n°2, du 01/09 au 06/08. Passé le 08/06/1916 au 346^e régiment d'infanterie. Démobilisé le 28/03/1919. Affecté dans la réserve au 46^e régiment d'infanterie. Réside le 23/01/1920 à Sens (89), 32 rue Philippe Hodond. Passé le 15/11/1924 au 31^e régiment d'infanterie. Classé affecté spécial le 04/03/1925 comme employé permanent des Ponts et Chaussées. Remis dans le droit commun le 12/10/1927, classé dans la position sans affectation le dit jour. Réside le 04/04/1928 à Villeneuve-sur-Yonne (89). Passé en domicile le 11/12/1928 dans la subdivision de Sens. Demeure le 11/12/1928 à Villeneuve-sur-Yonne (89). Médaille Militaire le 13/11/1931 (J.O. du 02/12/1931). Extrait des services envoyé le 09/11/1937 à l'ingénieur des Ponts et Chaussées de Sens (89). Médaille interalliée. Médaille commémorative

française de Grande Guerre. Libéré du service militaire le 15/10/1934.

En complément d'une ancienne fiche ; classe 1905 - canton de Moret - (compléments)

305- CHAUDRON Paul Léon

Né le 21/04/1885 à Chamvres (89), demeurant à Moret (77), garçon de café, fils de Paul Emile, et de HENRION Julie. Condamné le 25/03/1904 par le tribunal de Fontainebleau à un mois de prison avec sursis : « Vol et complicité de vol ». Ajourné en 1906. Propre au service armé en 1907. Incorporé le 08/10/1907 au 89^e régiment d'infanterie, matricule n°9191. Envoyé le dans la disponibilité 25/09/1909. Passé dans la réserve de l'armée active le 01/10/1909. Affecté au régiment d'infanterie de Fontainebleau. A accompli une période d'instruction dans le 46^e régiment d'infanterie du 29/08 au 20/09/1911. Réside le 27/05/1914 à Juvisy-sur-Orge (91), 10 rue de Draveil, chez MONCK. Rappelé le 03/08/1914 (mobilisation générale). Blessé le 02/03/1915 à Vauquois (55) : « Blessure au pouce et au bras droit par balle explosive ». Passé le 15/03/1916 au 276^e régiment d'infanterie. Passé le 16/09/1917 au 6^e régiment d'infanterie. Passé le 21/12/1917 au 22^e régiment d'infanterie coloniale. Envoyé le 08/05/1919 en congé illimité de démobilisation, se retire à Moret, 3 place de Samois. Classé dans l'affectation spéciale le 04/12/1919 comme employé permanent de l'administration de télégraphie militaire, en qualité d'ouvrier. Réside le 15/10/1922 à Viry-Châtillon (91). Passé en domicile le 30/06/1927 au recrutement de Seine central. Demeure le 30/06/1927 à Paris, 24 rue Bertrand. Rayé de l'affectation spéciale le 11/05/1932. Décédé le 15/05/1932 à Juvisy-sur-Orge (91) (avis de la mairie du 05/10/1934). Réintégré le 10/11/1932 à sa subdivision d'origine, et classé sans affectation. Demeure le 10/11/1932 à Moret (77) [sic].

classe 1906 - canton de Moret - (compléments) :

306- PAYMAL Albert Alphonse

Né le 22/04/1885 à Auxerre (89), demeurant à Montereau-Fault-Yonne (77), comptable de banque, fils de Louis Auguste, et de feu CHION Benoîte, engagé volontaire pour 3 ans, le 15/03/1904, à Fontainebleau, pour le 2^e régiment de tirailleurs algériens, matricule n°9314. Nommé soldat de 1^e classe le 21/07/1905. Médaille coloniale avec agrafe « Sahara », le 07/03/1906. Cité le 16/04/1908 à l'ordre du Territoire (brigade n°2) du général commandant le territoire militaire d'Aïn Sefra. Nommé caporal le 08/05/1906. Rengagé pour un an, le 18/01/1907, à compter du 15/03/1907. Rengagé pour un an, le 12/02/1908, à compter du 15/03/1908. Nommé sergent le 01/05/1908. Cité le 28/06/1908 à l'ordre du Territoire (brigade n°8) du général commandant le territoire militaire d'Aïn Sefra. Rengagé pour 4 ans, le 08/09/1908, à compter du 15/03/1909. Nommé sergent

Suite page 85

Puier à toutes les sources

Transmis par monsieur Christian Adrien Hardy

Les cahiers de doléances citent les habitants appelés à comparaître, ce qui permet d'obtenir une image des populations à une date précise ; ainsi pour Dannemoine, on trouve :

Cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Troyes pour les états généraux de 1614, par Yves Durand, PUF 1966

Châtellenie de Dannemoine [150 feux en 1729 ; le ressort se réduisait au village de Dannemoine. Extrait et Etat sommaire, p. 309 et Saugrain Joseph, p. 24] Le 12 août 1614, devant Pierre Girardin, par devant Siret Bernard et Toussaint Jacquesson, procureurs syndics... sont comparus :

Estienne Truffet, lieutenant général de ce bailliage, Pierre Chucher, Estienne Genreau, Jehan Offlard le jeune, Jehan Hardy, Jehan Delisle, François Jacquesson, Nicolas Boudrey, Guillaume Mathie, boucher, Sébastien Mathie, Edme Boulachin, Germain Fricquet, Antoine Limoge, Sébastien Gasteau, Symon Offlard, Pierre Chevallier, Edme Fricquet, Pierre Bernard, marchand, Jehan Portier, Phillebert *Badour*, Symon Bridon, Pierre Berain, Michel Offlard, François Hardy, Léonard Jobert, Léonard Limoge, Edme Pacault, Nicolas Formet, maréchal, Nicolas Hardy, Nicollas Bidois, Jehan Patault, Jehan *Foulame* lesnel, Odin Boudrey, Nicollas Formet, vigneron, Jehan Faulcheux, sergent, Nicolas Vecert, Nicolas *Mailaliet*, maistre Nicolas Larin, procureur fiscal, Symon Villain, Pierre Mathiet de Tronchoy, Claude Roy, Didier Crespain, Jehan Gasteau, Claude Truffot, maistre Edme Girardin, Edmon Jobert le jeune, Fiacre Vairon, Nicolas Symbert, Jehan Pilalet, Jehan Offlard, tissier, Joseph Goulandin, Jehan Corme, Pierre Truffot le jeune, Jehan Cartier, Augustin Hunbert, Hugues Cartier, Michel Genet, Edme Mathiet, Nicolas Marichal, Jehan Cheullort, Nicollas Truffot, Nicolas Phelippe, Charles Villain, charron, Nicolas Berget, Jehan Girard lesnel et Pierre Jobert.

Le seigneur est monsieur *Cambouron* et dame Rene Chevallier

Le curé est messire Jehan Offlard, prestre

Suite de la page 84

fourrier le 26/01/1909. Passé le 18/11/1909 au 46^e régiment d'infanterie pour convenances personnelles. Nommé sergent le 26/11/1909. Rayé des contrôles le 27/11/1909. Médaille du Maroc avec agrafe « Haut Guir », agrafe « Guinée », le 01/04/1910. Rengagé pour un an, le 05/03/1913, à compter du 15/03/1913. Rengagé pour 5 ans, le 21/02/1914, à compter du 15/03/1914. Nommé adjudant le 08/09/1914. Promu sous-lieutenant à titre temporaire le 11/05/1915, et affecté au 2^e régiment de tirailleurs. Passé le 31/12/1915 au 3^e régiment de zouaves. Promu lieutenant à titre temporaire le 11/08/1917 (J.O. du 27/12/1917), au 8^e régiment de zouaves. Passé le 10/11/1917 au 2^e régiment de zouaves. Officier de détails à la Mission Française près des contingents Albanais le 14/12/1917

Chevalier de la Légion d'Honneur le 03/10/1918 (rang du 28/09/1918). Cité le 15/10/1918 à l'ordre de la Mission Française près des contingents Albanais n°42 (régiment). Croix de guerre avec étoile de bronze. Affecté le 19/01/1919 au D.I. du 3^e régiment de zouaves, par suite de la dissolution du Tabor Albanais. En permission de rapatriement de l'Armée d'Orient le 17/02/1919. Affecté le 03/05/1919 au 31^e régiment d'infanterie. Nommé adjoint au capitaine chargé du matériel le 03/05/1919. Promu sous-lieutenant à titre définitif par décret du 11/05/1919, à compter du 25/03/1919 (J.O. du 14/05/1919). Promu lieutenant à titre définitif par décret du 27/07/1919, à compter du 29/12/1919. Maintenu au 31^e régiment d'infanterie. A suivi un cours à l'Ecole Militaire d'Infanterie du 16/10/1920 au 31/04/1921. Admis le 28/04/1921, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une retraite proportionnelle. Rayé des cadres le 25/05/1921. Réaffecté au 31^e régiment d'infanterie. Passé le 11/06/1924 au 1^{er} régiment de zouaves (J.O. du

13/06/1924). Réside le 08/06/1925 à Vincennes (94), 60 rue de Strasbourg. Démissionnaire pour raison de santé, démission acceptée par décision présidentielle du 28/06/1927 (lettre d'avis de démission du 08/07/1927). Passé le 19/11/1927 à la classe de mobilisation de 1901 comme père d'un enfant vivant. Reprend ses galons d'adjudant, classé sans affectation le dit jour. Maintenu dans le service armé le 15/04/1929, invalidité inférieure à 10%, imputable, par la 3^e commission de réforme de la Seine : « Séquelles très discrètes de paludisme, trois ou quatre accès larvés durant deux à trois heures, rate non percutable, foie normal, pas de troubles digestifs ». Médaille serbe et diplôme le 04/11/1931. Libéré du service militaire le 15/03/1932.

classe 1905 - (compléments) :

350- AILLOT Georges

Né le 17/09/1885 à Tonnerre (89), demeurant à Veneux-Nadon (77), secrétaire-comptable, fils de Philippe, et de EPRIS Pauline. Marques particulières : « Grains au menton et à la joue droite ». Ajourné en 1906. Propre au service armé en 1907. Incorporé le 07/10/1907 au 4^e régiment d'infanterie, matricule n°8803. Classé le 10/03/1908 dans le service auxiliaire par décision du général commandant le 5^e corps d'armée, et maintenu au 4^e régiment d'infanterie : « Faiblesse de constitution et poids insuffisant : 49 kg 500 ». Réformé n°2 le 01/07/1908 par la commission spéciale d'Auxerre : « Amaigrissement continu ». Reconnu apte au service auxiliaire par le conseil de révision de la classe 1915. Affecté à la 5^e section de COA. Détaché le 03/11/1915 à la Société Industrielle de Produits Céramiques - Paris, 49 rue du Rocher. Passé le 01/07/1917 au 46^e régiment d'infanterie. Envoyé le 07/04/1919 en congé illimité de

Suite page 87

Chânon manquant

par Françoise Tabourin, tabourinframboiz@yahoo.fr

Dans les microfilms des AD de Paris (actes reconstitués), j'ai trouvé des actes PRODIN. J'ai pensé que cela pourrait peut-être vous intéresser pour votre base. J'en profite pour remercier tous les bénévoles pour leur travail qui permet la mise en ligne de toutes ces données qui nous sont si précieuses.

Voici ces actes :

8 mai 1849 – décès de Françoise Hilaire PETIT, (née 12 thermidor an V –30 07 1797- à Avallon)

10 février 1823 – mariage de Philippe François PRODIN, fils de Simon Auguste PRODIN et de Joseph BRADE, (né 19 04 1799 –30 germinal an VII- à Avallon) avec Françoise Hilaire PETIT, fille de Joseph PETIT et de Joseph VITTEAU. Philippe François PRODIN est décédé le 14 août 1871, à Brunoy (91).

Naissances à PARIS d'enfants du couple Philippe PRODIN et Françoise Hilaire PETIT :

16 09 1823 – Jules Joseph PRODIN

26 03 1829 – Eugénie Louise PRODIN (baptême le 29 mars 1829 – paroisse Saint Merry)

28 08 1832 – Marie Henriette PRODIN

18 06 1839 – Joseph Gustave PRODIN

La première fille du couple, Françoise Joséphine PRODIN, a été légitimée lors du mariage. Elle est née à Avallon, sous le nom de PETIT le 27 mai 1820.

A la suite d'un des actes reconstitués se trouvait un document faisant référence à un mariage. Je l'ai recherché sur Louveciennes.

César Alexandre DUPUIT épouse Reine MENISSEL, le 16 février 1843 à Louveciennes (78).

- Reine MENISSEL, veuve François Louis JACQUOT, née à **Avallon** le 18 février 1785 est fille de Jean Baptiste MENISSE (décédé à Avallon le 20 thermidor an XII) et de Françoise PRODIN (décédée à Paris 21 juillet 1834).
- César Alexandre DUPUIT, veuf de Marie Agathe BERNARD, né à La Courneuve, le 30 mars 1790, est fils de Jacques Gabriel DUPUIS et de Marie Catherine TROUET.

par Gishlaine Henri, 136 rue de Paris, 60000 Beauvais

Aux Archives de l'Oise, BMS 1691-1790, Fresnoy-en-Thelle, vue 209 :

Le 25 juin 1729 est née Margueritte fille de Jacques MARECHAL de la paroisse de Venisy en Bourgogne [Venizy (89)] et de Marie de LAUNAY de la paroisse de Rozaix en Normandie [Rosay-sur-Lieure (27) (?)] /lesquel-femme/ lesquels ont déclarés avoir été mariés dans la paroisse de Charonne proche Paris. Laquelle a été baptisée le lendemain par moy prêtre curé. Le parrain a été Jean Robert PICART et la marraine Marguerite VUATRIPON qui ont signés avec nous.

Au 'courrier'

Les protagonistes de cet échange le disent, et nous profitons de l'occasion pour le rappeler : l'association, moyennant une cotisation somme toute modeste et une participation adaptée aux capacités de travail de chacun, permet d'accéder à des résultats a priori impossibles à atteindre par un individu isolé. Notre base de données peut encore s'enrichir en puisant à des sources encore inexploitées que chacun, selon ses moyens, ses inclinations, mettra à la portée de tous.

Echange lu sur GenYonne *

vendredi 31 mai 2013 09:43 / [GenYonne] Envoi groupé n° 5639. Re: CH... de Leugny

« Bonjour R..., À défaut de table, la SGY a créé un outil extraordinaire en entrant dans un tableur la totalité des mariages figurant dans ses tables. Il suffit donc d'aller ici : <http://www.sgyonne.org/sfnomepxepse.php> et d'essayer toutes les orthographes possibles, y compris en utilisant le « joker » % »

De : D. L. Envoyé : vendredi 31 mai 2013 10:30 **À :** Yonne – GenYonne

« Bonjour à tous, autre outil : La Société Généalogique de l'Yonne m'a fourni la table patronymique des Languillat.

Cela fait un beau document avec une très bonne la présentation. Je ne regrette pas mon « investissement » car cela ouvre « des pistes » pour élargir mes recherches sur ce patronyme. On ne remerciera jamais assez les bénévoles qui nous permettent de faire avancer nos recherches. D.L. »

* nota : ce forum Internet est indépendant de la SGY qui ne le gère pas.

Questions, de Jean COUSIN

Je cherche le mariage de MARÉCHAL Jean, ° ca 1808, † après 1862, manouvrier à Anstrude, et de CURCY Marie Jeanne, ° ca 1803, † 21/10/1862 à Anstrude, dont :
MARÉCHAL Victor, ° 27/09/1836 à Vassy, loueur de voitures à Moret-sur-Loing (77), x 10/12/1862 à Moret-sur-Loing (77), avec BARBIER Victoire Félicité Augustine.
(J'ai posé la question sur le forum *Yahoo*, mais je n'ai pas eu de réponse.)

Le dépouillement participatif

Le courrier reçu de nos adhérents ne nous a pas apporté de réaction quant au dépouillement participatif proposé par les AD-89. Si des réactions nous sont transmises, nous nous en ferons l'écho ici.

Suite de la page 85

démobilisation, 6^e échelon, se retire à Moret-sur-Loing. Affecté dans la réserve à la 5^e section de COA. Réside le 18/12/1919 à Melun (77), 19 rue de France. Réside le 25/04/1923 à Melun (77), 2 bis rue du Président Despatys. Passé le 15/11/1924 à la 22^e section de COA. Demeure le 13/10/1924 à Melun (77), 2 bis rue du Président Despatys. Passé en domicile le 13/10/1924 dans la subdivision de Melun. Classé sans affectation le 15/11/1927, maintenu dans le service auxiliaire, invalidité inférieure à 10%, sur décision de la commission de réforme de Melun : « Sclérose légère des sommets, état général moyen, bascilloscopie négative ». Réintégré le 01/03/1930 dans sa subdivision d'origine (réorganisation). Réformé définitivement n°1 le 14/04/1931, pension temporaire de 20% sur pièces, par la commission de réforme de Coulommiers : « Emphysème pulmonaire généralisé avec réaction bronchique assez forte, et crises asthmatiformes fréquentes, inspiration humée, rudesse et obscurité respiratoire, sibilances et ronchées disséminées, état général passable ». Maintenu réformé définitivement n°1 le 18/08/1931, pension permanente de 30%, par la commission de réforme de Melun : « Bronchite chronique emphysémateuse avec crises asthmatiformes fréquentes, bruits de musique dans la hauteur des deux poumons, crises asthmatiformes nocturnes fréquentes, rien au cœur, état général moyen ». Dégagé de toutes obligations militaires le 16/03/1937, proposé pour pension permanente de 30% acquis, par la commission de réforme de Melun : « Bronchite emphysémateuse persistante, diminution généralisée du murmure vésiculaire, sibilances éparses, état apparemment amélioré, crachats négatif,

crises asthmatiformes, maigreur, état général déficient ».

classe 1905 - (compléments) :

356- MARTELLET Georges Alfred

Né le 27/10/1885 à Thomery, demeurant à Villeneuve-la-Guyard (89), maréchal-ferrant, fils de Paul Edouard, et de SABEL Camille Alphonsine. Incorporé le 07/10/1906 au 7^e régiment de dragons, matricule n°2989. Nommé dragon de 1^e classe le 15/30/1908. Envoyé dans la disponibilité le 29/09/1908. Passé dans la réserve de l'armée active le 01/10/1908. Affecté dans la réserve au régiment de dragons de Fontainebleau. Réside le 28/11/1908 à Châtillon, 8 avenue de Paris. Réside le 21/02/1909 à Courbevoie (92), 35 rue d'Aboukir. Réside le 31/01/1910 à Courbevoie (92), 16 rue de Metz. A accompli une période d'instruction dans le 7^e régiment de dragons du 29/07 au 21/10/1911. Réside le 05/11/1911 à Gagny (93), 6 rue de Montfermeil. Rappelé le 03/08/1914 (mobilisation générale). Promu brigadier le 05/08/1914. Passé le 22/01/1916 au 7^e régiment de chasseurs. Passé le 01/07/1916 au 1^{er} régiment de dragons. Passé le 11/09/1916 à l'escadron territorial de la 11^e région (3^e régiment de dragons). Passé le 22/10/1916 au 6^e régiment d'infanterie coloniale. Passé le 26/12/1916 au 111^e régiment d'artillerie lourde. Envoyé le 21/03/1919 en congé illimité de démobilisation, 5^e échelon, se retire à Gagny (93). Affecté dans la réserve au 105^e régiment d'artillerie lourde. Passé le 15/11/1924 au 32^e régiment d'artillerie de campagne. Réside le 18/12/1926 à Nanteuil-le-Haudouin (60). Classé sans affectation le 01/04/1927. Libéré du service militaire le 15/10/1934.

Petite annonce

M. B. Ferrand, recherche l'aide (rémunérée) d'une personne disponible pour classement de ses archives familiales et écriture d'un livre sur la famille CROMOT, originaire de l'Avallonnais. Ecrire au secrétariat pour mise en relation [27/4 place Corot 89000 Auxerre ou sgy.secretariat@wanadoo.fr].

En préparation**Opération de déstockage de publications anciennes**

Les conditions en seront précisées dans les prochains *Génée-89* ; si vous êtes intéressé, vous pouvez d'ores et déjà laisser un message à sgy.secretariat@wanadoo.fr ; vous serez informé en priorité.

AVIS**Revue en échanges**

Pendant des années, la S.G.Y. a entretenu tout un réseau d'échange de revues avec les cercles de toutes les régions de France. Ce sont plusieurs mètres cubes de documents qui ont été entreposés maintenant chez Jacques Poussard. Ces revues éditées de l'Artois au Roussillon, de la Bretagne à l'Alsace sont un moyen efficace de retrouver les traces d'un ancêtre éloigné.

Elles peuvent être prêtées pour quatre semaines par lots de quatre cartons :

Jacques Poussard, 7 rue des Miches - 89460 Prégilbert. Téléphone/ 03.86.81.49.13

Extraction d'un patronyme

A partir de la base de données de la S.G.Y., qui est maintenant complète pour l'Ancien Régime, il est possible d'en extraire un patronyme avec toutes ses variantes. Faute de connaître à l'avance le nombre de porteurs du patronyme à extraire, il n'est pas possible d'établir un tarif *a priori*, mais il est possible de vous donner un devis avant commande. [sens@sgyonne.org]

Par exemple : Potherat : 1 127 mariages ou contrats de 1577 à 1931, 113 pages, 26 euros.

Bellanger : 125 mariages ou contrats de 1606 à 1954, 18 pages, 10 euros.

ces mariages sont classés en priorité par les commune et en fin de table un classement récapitulatif par les époux et les épouses, les statistiques par lieu et par orthographe de patronyme.

Il faut ajouter à ces prix les frais de livraison qui sont les mêmes que les tables.

Répertoire des familles étudiées (édition de l'année 2009)

Le *Répertoire des familles étudiées* (édition de l'année 2009) est disponible :

Un volume de 288 pages et 9 500 lignes regroupant les patronymes étudiés par environ une centaine de nos adhérents.

C'est un outil indispensable pour mettre en relation ceux qui effectuent des recherches sur les mêmes branches familiales. Prix unitaire : **12 €**

- Adressez vos commandes à : Société généalogique de l'Yonne, 27/4 place Corot, 89000 Auxerre.

Dictionnaire biographique, généalogique et historique de l'Yonne par Paul Camille Dugenne

Édition originale : (7 volumes)

7 tomes : I (A-C), II (D-K), III (L-N), IV (O-R), V (S-U), VI (T-Z),
VII (addenda, index)

53 € chaque tome

Édition au format de poche : (4 volumes)

Tome I (A à Dr), II (Du à L), III (M à R), IV (S à Z)

Édition au format 15x21, en 4 volumes de 520, 484, 594 et 478 pages

50 € chaque tome

Tome V : Bibliographie et index de noms cités, un volume, 15x21, 176 pages

15 euros.

SGY - 27/4, Place Corot - 89000 - AUXERRE

Rubriques :

| | |
|--|--------------------------------|
| ♦ Au courrier | 86 |
| ♦ Le Cahier Généalogique XIX | 81 |
| ♦ Chaînon manquant (F. Tabourin ; G. Henri) | 86 |
| ♦ Conscrits icaunais de Seine-et-Marne (J. Cousin) | 76, 77, 78, 83, 85, 86, 87, 89 |
| ♦ Editorial | 73 |
| ♦ Jean Jacques CAROUGE, un Auxerrois, capitaine de navire (M. Douyrou) | 75 |
| ♦ La fille de Martin TRIDON : Catherine <u>Adelle</u> TRIDON (F. Botte) | 74 |
| ♦ Nouveautés | 88 |
| ♦ Pérégrinations d'une famille berrichonne, les Chartier (J.-M. Bellanger) | 82-83 |
| ♦ Puiser à toutes les sources, par Christian Adrien Hardy | 85 |
| ♦ Quelque décès ou événements survenus dans le Vézélien (E. Gaucher) | 75 |
| ♦ Remarques à partir de trois relevés exhaustifs (R. Timon) | 77 |
| ♦ Soldats du 12 ^e de ligne | 76 |
| ♦ Une Société aux ordres (Bertrand Rouziès-Léonardi) | 78 |

Convocation à l'Assemblée de Sens (30 novembre).....feuille encartée à retourner

Calendrier de l'année 2013

| | |
|---------------|---|
| 05/10/2013 | Sens de 14 h 30 à 17 h, 5 rue Rigault dans la salle du CEREP |
| 12/10/2013 | Conseil d'administration de la SGY, à Auxerre, à 14 h 30. |
| 09-10/11/2013 | Exposition généalogique de Douchy. |
| 16/11/2013 | Antenne tonnerroise, 14h30 à Tonnerre, caveau Dolto, rue Claude Aillot |
| 30/11/2013 | Conseil d'administration de la SGY, 5 rue Rigault, à Sens, à 9 h. |
| 30/11/2013 | Assemblée d'hiver de la SGY, à 10 h, 5 rue Rigault, à Sens, salle du CEREP. |